



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

établissements de soins

Question écrite n° 72113

Texte de la question

M. Jean Proriol * appelle l'attention de M. le ministre délégué à la santé sur la situation financière des centres spécialisés en charge de la prévention et des soins aux toxicomanes. L'on constate une augmentation des consommations de stimulants et le développement de la banalisation des consommations de cannabis. Or, au moment même où il est demandé au dispositif de soins en toxicomanie de se mobiliser pour accompagner les mutations des politiques publiques en matière de lutte contre les toxicomanies, les restrictions budgétaires conduisent à une situation préoccupante. Dans un tel contexte, la retenue l'année passée de 2 % des enveloppes au niveau national dont on annonce l'aggravation pour 2002, destinées, à l'origine, à un éventuel redéploiement des moyens à l'échelle régionale, risque d'aboutir à des résultats inverses comme en témoigne la fermeture de services (elle concerne déjà huit centres résidentiels collectifs). L'absence de concertation et de transparence sur l'affectation des crédits conduit à une démobilisation des professionnels et pourrait laisser croire à un abandon des populations concernées. Il lui demande donc de bien vouloir lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre afin de revaloriser les budgets affectés aux centres et de maintenir une politique d'aide et de soins permettant aux professionnels de remplir leur mission.

Texte de la réponse

Des engagements ont été pris dans le cadre du plan gouvernemental de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances pour améliorer et diversifier l'offre de soins aux personnes toxicomanes : création et renforcement d'équipes d'addictologie dans les établissements de santé, implication de la médecine de ville... En 2002, des financements nouveaux ont été dégagés par le Gouvernement (3 680 265 euros) en faveur des programmes et dispositifs de lutte contre les pratiques addictives. La dotation inscrite dans la loi de finances initiale représente ainsi désormais une somme de 117 224 444 euros. Ces crédits correspondent à la dotation globale de fonctionnement des CSST ainsi qu'au financement des structures d'aide à l'insertion des personnes toxicomanes, des réseaux toxicomanie ville hôpital, et à l'achat de la méthadone par les CSST. Les mesures nouvelles permettront de financer en partie la mise en oeuvre de l'avenant 265 à la convention nationale collective du 15 mars 1966, au titre des années 2000 et 2001. La totalité des crédits est déléguée aux services déconcentrés pour financer le dispositif existant, à l'exception d'une réserve d'environ 1 % soit 1 169 934 euros destinée à permettre la création ou le renforcement de structures dans des départements déficitaires et à permettre l'amélioration de l'offre des traitements de substitution à base de méthadone par les CSST. Par ailleurs, des instructions ont été données pour que des redéploiements budgétaires régionaux soient assurés, si nécessaire, à l'issue d'un travail de concertation conduit avec les responsables des centres, afin de rééquilibrer le dispositif dans la limite maximum de 4 % de l'enveloppe initiale attribuée à chaque département. Ces dispositions s'inscrivent dans une démarche générale de responsabilisation des régions dans l'évaluation des besoins et l'affectation des ressources disponibles. Elles doivent permettre à terme de répartir la dotation régionale en dotations départementales, en tenant compte des priorités locales, des orientations et schémas, de l'activité et du coût moyen des établissements ou services. Ces mesures ont fait l'objet d'échanges avec les représentants de l'ANIT.

Données clés

Auteur : [M. Jean Proriol](#)

Circonscription : Haute-Loire (2^e circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 72113

Rubrique : Drogue

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 21 janvier 2002, page 263

Réponse publiée le : 18 mars 2002, page 1598